

« ...étant donné le marché du travail en architecture et la situation de l'industrie de la construction et le nombre d'écoles en Suisse, la question se pose à nouveau du bien fondé du Département d'architecture à Lausanne. »

Entretien avec le président de l'EPFL, M. Jean-Claude Badoux, dans un article du Flash du 18 mars 1997 intitulé « L'EPFL a une responsabilité sociale de lutter contre le chômage ».

Les propos du président de l'EPFL en 1997 traduisent parfaitement les questions soulevées actuellement au sein du département d'architecture et de l'école. On parle du fameux déménagement sur le site d'Ecublens, de fusion (le terme est à la mode!) avec les départements des génies civil et rural, voire même de se séparer complètement de l'architecture comme le suggérait, en précurseur, le Professeur-Président Jean-Claude Badoux.

Pour la petite histoire, les diplômés architectes de 1997 avaient déploré dans leur discours lors de la cérémonie de remise des diplômes l'arrogance de la proposition Badoux, sans réaction de l'école, du département ni des diplômés d'ailleurs.

Les questions posées aujourd'hui restent les mêmes, mais les personnes intéressées et impliquées semblent toutefois plus nombreuses. C'est probablement, d'une part l'effet Aebischer et d'autre part la question sensible du déménagement qui échauffent *enfin* les esprits. Mais il reste étonnant et regrettable que l'initiative d'une réflexion sur la formation d'architecte, et par conséquent sur le métier d'architecte, vienne de l'extérieur du département et de quelqu'un qui ne connaît manifestement rien au sujet.

Cette situation illustre bien le complexe ou le snobisme de l'architecte qu'il soit étudiant, enseignant ou diplômé. Celui-ci revendique, à juste titre, une formation de qualité, un traitement équitable vis-à-vis du reste de l'école, une certaine reconnaissance, mais il n'a jamais proposé de réel projet d'enseignement bien qu'étant à priori le mieux placé.

Quelle image donne de lui un architecte ? Voici la question essentielle qui doit être à la base de la réflexion à mener désormais sur la formation.

L'architecture vit effectivement une crise existentielle. Suite à la crise du secteur de la construction, la profession fait face à de multiples changements et se définit tant bien que mal une nouvelle identité. Par contre, elle a gardé une image qui ne correspond plus à la réalité : *l'architecte est celui ou celle qui construit des maisons !* Quoique l'on puisse en penser à la direction de l'école, on peut pourtant légitimement douter de nos compétences en construction en sortant de l'EPFL. L'essentiel de l'apprentissage se fait sur le tas, après les études.

De plus, la bonne image du métier auprès du public s'érode. Les architectes se sont fait prendre à leur propre piège en acceptant de réduire l'architecture à quelques *qualités esthétiques*. Ils ont ainsi justifié la tendance à se considérer eux-mêmes comme des artistes, dont l'utilité est nécessairement douteuse lorsque les temps sont difficiles.

Alors pourquoi le grand public -comme la présidence de l'EPFL d'ailleurs- s'évertue-t-il à penser qu'un architecte n'est qu'un constructeur ? mais les architectes savent-ils eux-mêmes ce qu'ils sont ? sont-ils projeteurs ? constructeurs ? gestionnaires ? artistes ? Ont-ils un métier ou une formation de généraliste ?

Après s'être posé cette série de questions sur leur propre identité, ils pourront s'interroger sur la qualité de leur formation, voire la repenser. Sont-ils réellement formés à ce *nouveau* métier ? et sont-ils vraiment trop nombreux sur le marché ?

Peut-être qu'après avoir mené ce travail d'introspection, les architectes auront moins de peine à faire reconnaître leurs compétences et à justifier leur existence vis-à-vis de l'école et de la société tout entière. Une bonne communication est fondamentale. Elle doit être menée par les étudiants architectes, le département, l'EPFL, mais aussi par les associations professionnelles, pour éviter la disparition d'un département, d'un métier, voire d'une sensibilité. L'école d'architecture ne peut donc pas se limiter à dispenser une formation de qualité sans en communiquer clairement le contenu. Il en va de sa propre survie et de celle de la profession tout entière.

Spéculer sur sa disparition serait en fait suicidaire !